

N° 476

Mars 2015

Migrations en Afrique : un marché religieux en plein essor



Temple de fortune dans un camp de migrants à Oujda au Maroc (© IRD / S. Bava).

Avec le renforcement des frontières de l'Europe depuis une quinzaine d'années, et faute de réelles politiques migratoires impulsées par les Etats du Sud, les candidats à la migration venus d'Afrique subsaharienne s'installent de manière plus pérenne dans les pays d'Afrique méditerranéenne. Face à ces nouvelles installations, de nombreuses instances religieuses ou d'origine confessionnelles – universités islamiques, églises, instituts de formations chrétiens, ONG, associations... – se développent sur les routes de la migration africaine. Elles sont aujourd'hui à l'origine de ce que l'on pourrait appeler un « marché » religieux autour de la vie spirituelle, l'accueil, la formation et l'accompagnement social de ces migrants. Autant d'initiatives qui réinterrogent les Etats de cette région sur les questions de migration et de pluralisme religieux.

Des séjours prolongés

Dans les années 2000, les contrôles aux frontières de l'Europe se sont renforcés. Les migrants venus d'Afrique subsaharienne séjournent désormais plus durablement – souvent plus d'une dizaine d'années – dans les pays du Nord du continent. Les grandes villes du Maghreb et du Moyen-Orient sont devenues des lieux d'ancrage, et non plus de passage, comme elles l'étaient jusqu'alors. C'est le cas surtout de Rabat et du Caire, les capitales du Maroc et de l'Egypte, mais aussi de Fès, Tunis ou encore Beyrouth.

La naissance d'un marché religieux

À ce jour, les pays d'Afrique méditerranéenne, à l'exception depuis peu du Maroc, ne sont dotés d'aucunes politiques migratoires réelles, en dehors de leur implication dans la politique européenne, notamment à travers le dispositif de l'agence pour la sécurité et les frontières extérieures de l'Union européenne (Frontex). De nombreuses instances religieuses ou confessionnelles se substituent alors aux gouvernements pour l'accueil, la formation et l'insertion des migrants venus d'Afrique subsaharienne. Les travaux menés dans le cadre du programme de recherche « Institutions religieuses et d'origine confessionnelle sur les routes de la migration africaine » (MIGRELI) soulignent ainsi l'essor, depuis quelques années, d'un marché en pleine croissance destiné à offrir une réponse sociale et religieuse aux migrants.

Une « offre » très variée

Universités islamiques, instituts de formation chrétiens, églises, associations, réseaux d'entraide, ONG d'origine confessionnelle ou institutions à vocation humanitaire... sont ainsi à l'origine de diverses initiatives sociales en parallèle de leur travail religieux. Des groupes de visites aux personnes malades ou isolées ainsi que des centres d'action sociale et sanitaire se constituent. Des aides matérielles et alimentaires sont offertes. Des lieux d'accueil et d'instruction pour les enfants s'ouvrent. Des instances d'aide juridique ou des réseaux d'embauche s'organisent... Cette dynamique migratoire est aussi à l'initiative d'un marché économique, qui intègre de nouvelles pratiques commerciales, comme les nombreuses agences de voyage spécialisées dans les pèlerinages entre le Sénégal et le Maroc, par exemple, ou entre Le Caire et Médine en Arabie Saoudite.

De nouvelles dynamiques religieuses

Ce marché religieux s'appuie sur un fait incontournable : de manière générale, durant la migration, la foi et les pratiques religieuses se renforcent, s'ancrent ou trouvent parfois de nouvelles directions. Face au défaut de reconnaissance juridique, aux discriminations vécues au quotidien, aux difficultés économiques dans les pays d'accueil, la reconnaissance passe souvent par l'organisation religieuse. Cette période donne aussi lieu à des rencontres, loin des aînés et des hiérarchies sociales et elle permet à certains de s'affirmer. Cela peut mener à un engagement religieux plus profond qui peut

passer par la formation et par de nouvelles vocations, notamment autour d'une prise de responsabilités religieuses, comme l'ont montré les enquêtes menées après des étudiants africains de l'université d'Al Azhar au Caire.

Parmi ces diverses expériences, la sphère protestante évangélique apparaît aujourd'hui la plus attractive, du fait du succès de sa diffusion à travers le monde, mais aussi d'une offre locale dynamique et concurrentielle. Dans les pays d'Afrique méditerranéenne, les églises catholiques et protestantes, abandonnées ou peu fréquentées depuis la fin de l'époque coloniale, se voient redynamisées. En parallèle, on voit se dessiner une réelle volonté de la part des Etats de contrôler politiquement les affaires religieuses africaines. Le Maroc, par exemple, a organisé la formation religieuse des leaders musulmans originaires d'Afrique de l'Ouest, à travers le financement depuis 2013 d'un espace de formation des imans. Il a également accompagné la mise en place d'un institut de formation théologique chrétien œcuménique à destination des Africains et Européens.

Ces travaux montrent que les questions de politique migratoire et de pluralisme religieux se posent aujourd'hui clairement dans de nombreux pays, en particulier les États du Maghreb, qui se vivaient jusqu'à présent comme lieu de transit et uniformément musulmans et qui doivent intégrer dans leur politique religieuse la dimension africaine, tant musulmane que chrétienne.

Partenaires

LISST à Toulouse, Faculté des Sciences Economiques et Politiques de l'université du Caire, laboratoire de sciences sociales et humaines (LEPOSHS) de l'université internationale de Rabat au Maroc et PPR Politiques publiques, sociétés et mondialisation en Afrique subsaharienne (Polmaf).

Références

SOPHIE BAVA ET KATIA BOISSEVAIN. Dieu, les migrants et les États. Nouvelles productions religieuses de la migration, *L'Année du Maghreb*, 11 | 2014 : Dossier : Routes migratoires africaines et dynamiques religieuses, 7-15. <http://anneemaghreb.revues.org/2191>

BAVA SOPHIE (ed.), CAPONE S. (ed.). Migrations et transformations des paysages religieux. *Autrepart*, 2010, (56), 272 p. ISSN 1278-3986

Contacts

Sophie Bava, chercheuse à l'IRD

T. +212 (0)6 24 46 17 12

sophie.bava@ird.fr

Laboratoire population-environnement-développement – LPED (IRD / Aix-Marseille Université)

Coordination

Gaëlle COURCOUX

Direction de l'information

et de la culture scientifiques pour le Sud

Tél. : +33 (0)4 91 99 94 90

fichesactu@ird.fr

www.ird.fr/la-mediatheque



Relations avec les médias

Cristelle DUOS

Tél. : +33 (0)4 91 99 94 87

presse@ird.fr

Indigo,

photothèque de l'IRD

Daina RECHNER

Tél. : +33 (0)4 91 99 94 81

indigo@ird.fr

Photos : www.indigo.ird.fr



Institut de recherche pour le développement

44 boulevard de Dunkerque,
CS 90009
13572 Marseille Cedex 02
France